



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 28/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS

63 rue d'emerainville
batiment C
77420 Champs-Sur-Marne

Références : E251266
Code AIOT : 0006506565

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement CEMEX GRANULATS implanté au lieu-dit « La Muette » 77126 Courcelles-en-Bassée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS
- LA MUETTE 77133001 77126 Courcelles-en-Bassée
- Code AIOT : 0006506565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière située en rive droite de la Seine a été initialement autorisée par l'arrêté préfectoral 95DAE2M009 du 23 février 1995 pour une durée de 20 ans sur des terrains de Courcelles-en-Bassée

et Marolles-sur-Seine. Un récolement partiel est intervenu sur une petite surface boisée au nord. L'arrêté préfectoral du 25 juillet 2014 permet une extension, un renouvellement pour 25 ans, le remblaiement du seul secteur des pâtures communales par des terres inertes amenées uniquement par voie d'eau et le dépôt dans la carrière sous la rubrique 2517 de calcaires provenant d'autres sites et destinés aux installations de traitement situées en rive gauche de la Seine dans une autre emprise "carrière" (autre aiot). L'apc de 2024 concerne les garanties financières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article III-17	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	AP Complémentaire du 06/02/2024, article 2.1	Sans objet
2	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article III-8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les paramètres servant à la détermination des garanties financières sont respectés.

Il n'y aura plus de rabattement partiel de la nappe pour des travaux de décapage dans cette carrière.

Un portail d'accès à la carrière est resté ouvert, ce qui a pour conséquence que les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation concernant le contrôle des accès pendant les périodes d'activité ne sont pas respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/02/2024, article 2.1	
Thème(s) : Autre, Montant de référence	
Prescription contrôlée : Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant. Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par les activités de la carrière et les installations, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale. La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les montants de référence des garanties financières TTC sont établis comme suit :	
	Garanties financières pour la remise en état

Périodes	de la carrière à ciel ouvert			Montant de référence C _R (en euros TTC) pour la remise en état de la carrière à ciel ouvert et de la carrière à ciel ouvert
	S1 (en ha)	S2 (en ha)	L (en m)	
Du 25 juillet 2024 au 24 juillet 2029	10	44	4500	2 595 227

Constats :

L'inspection examine les valeurs des paramètres S1 S2 et L de la dernière situation en faisant le cumul des 4 secteurs actuellement ouverts de la carrière:

S1= 10ha 39a 96ca , S2 = 37ha 12a 62ca et L= 3 556 m

Ces trois valeurs sont inférieures aux valeurs correspondant à la période en cours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article III-8

Thème(s) : Autre, Rabattement de la nappe pour le décapage

Prescription contrôlée :

Les travaux de terrassement et de décapage n'auront lieu qu'entre août et février.

Le rabattement de nappe pour la découverte n'est permis que dans certains sous casiers de 2,5 ha à 9ha du secteur des pâtures communales et dans les conditions suivantes :

Le niveau de la nappe est mesuré dans les piézomètres du secteur des pâtures communales et les plans d'eau les plus proches en milieu de semaine pendant deux semaines avant tout début de rabattement et pendant toute la durée du rabattement partiel (au plus par périodes de 4 mois à l'étiage).

Une échelle limnimétrique à lecture directe est mise en place par un géomètre dans le casier en rabattement. La cote de rabattement maximale est 46,2m NGF.

Les périodes de rabattement et le fonctionnement de la pompe sont consignées dans un registre.

La pompe a un débit nominal au plus égal à 600m³/h. Elle ne fonctionne que si nécessaire et à l'intérieur de la plage horaire journalière de la carrière, par casiers avec parois semi-étanche. Les eaux d'exhaures sont rejetées dans un autre casier ou dans un fossé de réhydratation de la nappe sans liaison avec un cours d'eau. Conformément à la figure 46 ci-après. (voir ap)

Constats :

L'exploitant expose que le décapage du secteur " Pâtures communales" est terminé.

C'est le seul secteur de la carrière où le rabattement partiel de la nappe pour le décapage était permis;

Il n'y aura donc plus de rabattement de la nappe dans cette carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article III-17
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation d'accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit...
Constats : Nous avons accédé à la carrière par la D29 en empruntant un chemin rural. A droite, un portail interdit l'accès au quai de chargement déchargements de Marolles. Il n'y a pas d'activité ce jour. A gauche, un portail interdit l'accès au secteur " Pâtures communales". Il n'y a pas d'activité ce jour. En poursuivant sur ce chemin rural nous franchissons un portail ouvert, et pénétrons dans la carrière. Ce portail aurait dû être fermé, car il n'y a pas d'activité à proximité; les accès ne sont donc pas contrôlés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

